

Le chant de l'Internationale.

Texte intégral.

Poème écrit par Eugène POTTIER pendant la répression de La Commune de Paris en 1871, à la gloire de la Première Internationale. Mis en musique en 1888 par Pierre DEGEYTER. Ce n'est pas, contrairement à ce que croient beaucoup de gens, le chant des partis communistes. S'il fut un temps l'hymne de l'URSS c'était dans une version expurgée. Dans les années 50 et 60 les services d'ordre de la CGT et du PC ne supportaient pas plus d'entendre qu'il n'est pas de sauveurs suprêmes que nos balles sont pour nos propres généraux. Ils rétablissaient l'ordre poétique stalinien à coups de bâtons!

*La révolution
sera la floraison
de l'humanité
comme l'amour
est la floraison
du cœur.*

Louise Michel



*L'Anarchie est la plus
haute expression
de l'ordre.*

Élisée Reclus

Debout, les damnés de la terre
Debout, les forçats de la faim
La raison tonne en son cratère,
C'est l'éruption de la fin.
Du passé faisons table rase,
Foule esclave, debout, debout
Le monde va changer de base,
Nous ne sommes rien, soyons tout.

Refrain (répété deux fois) C'est la lutte finale
Groupons nous et demain
L'Internationale
Sera le genre humain.

Il n'est pas de sauveurs suprêmes
Ni Dieu, ni César, ni Tribun,
Producteurs, sauvons nous nous-mêmes
Décrétons le salut commun.
Pour que le voleur rende gorge,
Pour tirer l'esprit du cachot,
Soufflons nous mêmes notre forge,
Battons le fer tant qu'il est chaud.

L'État comprime et la Loi triche,
L'impôt saigne le malheureux
Nul devoir ne s'impose au riche
Le droit du pauvre est un mot creux
C'est assez languir en tutelle,
L'Égalité veut d'autres lois
"Pas de droits sans devoirs, dit elle
Égaux pas de devoirs sans droits."

Hideux dans leur apothéose,
Les rois de la mine et du rail
Ont-ils jamais fait autre chose
Que dévaliser le travail ?
Dans les coffres forts de la banque
Ce qu'il a créé s'est fondu,
En décrétant qu'on le lui rende,
Le peuple ne veut que son dû.

Les rois nous saoulaient de fumée,
Paix entre nous, guerre aux Tyrans
Appliquons la grève aux armées,
Crosse en l'air et rompons les rangs !
S'ils s'obstinent ces cannibales
A faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux.

Ouvriers, paysans, nous sommes
Le grand parti des travailleurs,
La terre n'appartient qu'aux hommes,
L'oisif ira loger ailleurs.
Combien de nos chairs se repaissent !
Mais si les corbeaux, les vautours,
Un de ces matins disparaissent,
Le soleil brillera toujours

*Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les
êtres humains qui m'entourent, hommes et
femmes, sont également libres.*

Mikhaïl Bakounine

NUMÉRO 28 - ÉTÉ 2019

Participaion aux frais : libre, mais toujours nécessaire



14 juillet 1789 - Paris : Contre les violences de la misère et de l'injustice, femmes et hommes du peuple prennent et détruisent la Bastille. L'État "républicain", qui sempiternellement désigne les "casseurs" à la vindicte et leur oppose des lois punitives a détourné la mémoire de cette journée en une fête nationale, nationaliste et militariste de "la loi et l'ordre".

« Le monde va changer de base » n'hésitait pas à écrire Eugène Pottier édito. en 1871 dans le cours du poème qui allait devenir, après sa mise en musique, le Chant de l'Internationale. Il manifestait là un bel optimisme conquérant, assez répandu il est vrai en un temps où le mouvement ouvrier, superbement florissant et internationalement auto-organisé, était à l'offensive pour la justice et la liberté.

Quoi qu'ils n'en soient pas l'unique cause, les massacres répétés de populations réfractaires aux désordres qu'engendre l'injustice ont jusqu'ici réussi à mater toutes les tentatives de renversement du vieux monde. Il ont ce faisant grandement participé au cheminement vers la présente situation dont ils demeurent une des composantes, et dans laquelle le monde **doit** changer de base sous risque de rapide et définitive destruction de l'humanité.

À la désastreuse honte sociale d'une division en classes dont la moins nombreuse, réduite au sommet de la pyramide à quelques centaines seulement d'individus, assit sur quelque sept milliards d'humains son arrogante domination, s'ajoute en effet aujourd'hui la lourde menace en marche de transformations d'ordre écologique vers des conditions de vie dont rien n'indique que les humains trouvent aisément à s'en accommoder.

Le système social est tel que le noyau dominant peut cultiver sa morgue et son hautaine suffisance en se livrant à ses mégalomanies et à la rapace prédation de notre travail parce qu'elle s'appuie sur une chaîne de servilités formée de diverses catégories.

En temps plus ou moins socialement calme, c'est à dire quand la guerre sociale est silencieuse parce que la grande masse subit sans vives réactions, le système fonctionne grâce à la domestication des esprits créée et entretenue par l'escroquerie idéologique qui fonde la publicité mensongère institutionnelle diffuse dont use tout État

Le monde doit changer de bases!

quelle que soit la forme sous laquelle il se présente. Pour assurer cette fonction interviennent une foule de domestiques dont, en nombre, des ratés du parvenir qui aimeraient mais ne peuvent accéder au sommet de la pyramide.

Quand les révoltes menacent d'inverser le rapport des forces antagonistes dominants/dominés, est activé le dernier rempart de « la loi et l'ordre » formé par la partie la plus vile des masses exploitées : policiers et militaires de base, les professionnels salariés de la féroce violence d'État. C'est bien là la fonction primordiale et essentielle de ces forces répressives dites « de l'ordre », dont les fréquentes exactions qui frappent des personnes émeuvent bien moins les médiatiques pantouflards de l'injustice et de l'exploitation qu'une chemise de chefaillon déchirée ou quelques menues dégradations infligées au monument érigé à la gloire du putschiste Napoléon Bonaparte, dont la pérennité révèle la nature véritable de « l'ordre démocratique et républicain » sous la mensongère devise de Liberté – Égalité – Fraternité !

Avec son système industriel et ses technologies de contrôle et surveillance, le capitalisme dévoile chaque jour un peu plus sa profonde nature totalitaire. L'ordre hiérarchique fini par mettre toute la puissance sociale entre les mains d'une poignée de drogués du pouvoir sur autrui.

Il est illusoire d'espérer parvenir à rétablir un équilibre écologique favorable à notre espèce tout en conservant les ingrédients sociaux qui ont produit les désordres auxquels nous nous trouvons confrontés. L'heure est à la désertion, au renversement de la société de servitude pour un ordre social réel de justice et liberté !

Ce n'est ni simple ni facile à réaliser. Peut-être même serait-il un peu tard pour réussir mais ça demeure passionnément vivifiant.

Éternel retour?

Du camp de jeunesse de 1941, photo du bas, au SNU de 2019, en haut, la même ambiance glauque et rigide comme la mort.



C'est en 1918 que fut inaugurée en URSS la première organisation de planification étatique des consciences, aux fins de pourvoir au contrôle et à l'embrigadement de la jeunesse. Ces jeunes communistes, connues sous le nom de Komsomol, n'allaient pas tarder à inspirer, en la personne entre autres de Mussolini, d'autres rejetons de la Social-démocratie.

L'inventeur du fascisme est cependant devancé en la matière par le Parti National Socialiste Ouvrier d'Allemagne qui, bien avant son accession au pouvoir d'État, met sur pied la Hitlerjugend dès 1922. En 1926 c'est au tour de l'Italie fasciste d'enrégimenter la jeunesse dans la Opera Nazionale Bolilla.

L'État français devra attendre 1940 pour fonder, sous l'égide du philo-franquiste Pétain, Les chantiers de la jeunesse française.

Sous des nationalités différentes et des régimes se présentant comme divers, les ingrédients sont les mêmes, qui relèvent du fonds religieux de l'État. La religion d'État se trouve quelque peu mise en veilleuse au profit de l'État comme religion. Culte du régime, apologie nationaliste de l'abstraite Patrie, port d'uniformes et fétichiste respect du drapeau constituent la liturgie de l'État industriel. La militarisation de la jeunesse accompagne la militarisation du travail et l'y prépare.

Cela ne fait pas soixante quinze ans que sont tombés Hitler, Mussolini et Pétain, moins de trente que s'est disloquée l'URSS, quand un Service National Universel qui doit happer entre quinze et seize ans les jeunes filles et garçons de France sort du chapeau des mystificateurs et illusionnistes gouvernementaux.

« La première phase du SNU constitue l'aboutissement du parcours citoyen, débuté à l'école primaire et poursuivi au collège. Effectuée aux alentours de seize ans elle sera d'une durée d'un

mois maximum et comportera deux périodes. » annonce le site gouvernemental avant d'énoncer les quatre objectifs du plan, qui sont :

- Transmettre un socle républicain
- Renforcer la cohésion nationale
- Développer une culture de l'engagement
- Accompagner l'insertion sociale et professionnelle

Traduit de la novlangue, ou langue de bois, dans laquelle il est écrit le premier point signifie qu'il s'agit de transmettre à la jeunesse l'idolâtre respect dû à l'État et la ferme soumission à toutes ses injonctions qui en découle.

Le second objectif milite en faveur de la grande fraternité entre dominants et dominés, exploités et exploités, escrocs et escroqués. En langage clair on peut appeler ça une proposition de sado-masochisme politique.

Le troisième point semble ne relever de rien d'autre que du marketing le plus plat. À force d'en user, les manipulateurs de la communication finissent par s'auto-intoxiquer aux expressions les plus creuses.

Quant au quatrième et dernier objectif il porte le souhait de dresser les masses vouées au travail forcé à l'acceptation du sort qui leur est fait : salariat aux misérables salaires, quant ce n'est au salariat sans salaire avec les nouvelles formes d'exploitation du travail, et au chômage de masse.

Les programmes des jeunes « communistes », nazies et fascistes n'en demandaient guère plus. L'air de famille est là !

Les experts en communication ont pourtant fourni un point de grande clarté dans la présentation : tout cela « constitue l'aboutissement du parcours citoyen, débuté à l'école primaire et poursuivi au collège. » Nous voilà devant l'impudent aveu du but poursuivi par l'école de l'Éducation nationale, celle là même que défend, jusqu'à son ultra gauche parfois la social démocratie, au nom de l'égalité, Il va falloir une fois de plus organiser la désertion !

Toni Rouvel



Regeneration n°28

Quelques nouvelles de la Commune du Maquis.

Les troisièmes Rencontres du Maquis pour l'Émancipation se déroulent du 10 au 15 août. Un festival de présentations de livres, de causeries et débats ayant trait à la guerre sociale, de musiques, théâtre, cinéma, cabaret, dont la critique du monde de la domination et de l'exploitation, ainsi que la recherche de moyens d'y mettre fin, sont la colonne vertébrale. Il y sera question, entre autres, de la Révolution française, d'Emma Goldman, des parcours révolutionnaires des partisans de Messali Hadj, des prétendues trente glorieuses des bidonvilles, de l'œuvre de Fernand Deligny et de ses suites.

C'est dans l'Hérault que ça se passe, sur un espace rural d'esprit "kropotkinien" : La Commune du Maquis, située sur Bois Bas, un hameau du village de Minerve(34210). Pour recevoir le programme complet il suffit d'en faire la demande par courriel à : regene@riseup.net

La Commune du Maquis :

Se donnant pour objet de fédérer les groupes et individus qui participent à la vie du lieu, l'assemblée constituante inscrivait en tête de la Charte que « La Commune du Maquis poursuit la création sur le domaine de Bois-Bas d'une petite cité rurale, paysanne et artisanale, où la vie ne soit plus le jouet de la propriété et de l'argent mais où autonomie individuelle et cohésion collective se nourrissant l'une l'autre, le gouvernement de soi par soi même et l'auto organisation collective fondent le socle des rapports sociaux. »

FEM

FONTAINE ENCYCLOPÉDIQUE DU MAQUIS

C'est sur ce même territoire qu'a commencé la construction de La Fontaine Encyclopédique du Maquis, centre documentaire doté d'une précieuse bibliothèque et d'une cinémathèque, dont le financement nécessite encore des dons de soutien ou des prêts solidaires sans intérêts.

La cagnotte en effet ne s'est pas encore suffisamment remplie pour avoir l'assurance de pouvoir aller d'une seule traite jusqu'au bout de la nécessaire construction. en dépit d'apparents enthousiasmes soulevés par le projet au cours de tournées de présentation sur une bonne quinzaine de lieux, touchant au total plusieurs centaines de personnes manifestant pour le moins des affinités avec la pensée anarchiste.

Diffusé par divers canaux, un appel à constituer un cercle de 135 complicités disposées à offrir, pendant quatre ans, 5 € ar mois, c'est à dire moins qu'un paquet de tabac ou deux demis de bière n'a été entendu jusqu'à présent que par 8 personnes. Nous nous plaisons à penser qu'il s'agit là d'oublis et non de désintérêt ou d'absence de générosité. C'est pourquoi nous osons insister.

Des chèques à l'ordre d'Étais d'Émancipation, expédiés à

La Commune du Maquis (pour Étais)

Bois-Bas

34210 MINERVE

seraient les bienvenus.

Pour en savoir plus, ou effectuer des virements, merci d'écrire à :

etais.emanci@laposte.net

Maquette de la future Fontaine Encyclopédique du Maquis.



régénération

En hommage au journal fondé en 1910 au Mexique par Ricardo Flores Magón.

Bulletin trimestriel, saisonnier mais asynchrone, de l'association Germinal :
30 rue Didot-75014 Paris.
regene@riseup.net

Ont participé à ce numéro : Nadia MÉNINGER, Sarah LETOUZEY, Le groupe Gilets jaunes "Nous autres", Toni ROUVEL, Élisée RECLUS, Louise MICHEL, ÉTAIS D'ÉMANCIPATION, Michel BAKOUNINE et une foule d'anonymes fraternités.

SUR LE FASCISME

Extrait de l'encyclopédie anarchiste, ce texte comporte, pour des raisons d'espace, quelques coupures qui n'en modifient pas le sens général. (texte complet sur internet . Taper L'encyclopédie anarchiste | Bibliothèque anarchiste) Sa lecture met en lumière la proximité grandissante, sinon doctrinaire en tout cas pratique, entre les lois que nous assène l'État sous couverture démocratique, républicaine et libérale et celles qui sévissaient déjà dans l'Italie fasciste. Le danger menace bien plus largement que par là où le désigne en général l'antifascisme.

Y a-t-il une doctrine fasciste ? Certes, le fascisme, mouvement démagogique sans but bien déterminé à son origine et devenu ensuite, sous la poussée des événements, mouvement groupant toutes les forces de réaction, n'a aucun caractère original propre et n'a affirmé aucun principe nouveau ou tout au moins renouvelé dans le monde. Mais il n'est pas sans intérêt de constater la doctrine qu'il a été amené à se donner pour achever la contre-révolution préventive que se proposaient tous ceux qui l'ont appuyé et favorisé plus ou moins directement.

Établissons d'abord, dans ses lignes essentielles et négligeant les détails, quelle a été la marche de l'idée politique à partir de la Révolution française. Celle-ci est venue proclamer à la place du droit divin des rois, le droit humain des peuples. Que ce droit ait été escamoté en grande partie par une nouvelle féodalité d'argent, le fait historique n'en demeure pas moins d'une très grande importance et les conséquences en ont été considérables.

Pratiquement, les droits de l'homme se sont surtout résumés dans un droit de critique, de contrôle et de limite du pouvoir de l'État. Les réactions thermidorienne, napoléonienne et de la Sainte-Alliance n'ont guère réussi à supprimer ce droit. En 1830, la révolution du libéralisme conservateur l'assure d'abord à la classe possédante et cultivée. La révolution démocratique de 1848 ne tarde pas à l'étendre, au moyen du suffrage universel, à tous les citoyens. Tout cela d'une façon plutôt théorique et formelle que pratique et réelle.

Vint ensuite non pas le socialisme, mais ce qu'on a fini par appeler de son vrai nom la démocratie sociale (Sozialdemokratie). Celle-ci s'est proposé non pas la transformation des formes de la propriété et de tous les rapports sociaux, mais simplement d'appliquer au Capital le même droit de critique, de contrôle et de limite déjà exercé envers l'État. Toutes les lois préconisées par les divers partis socialistes dans les parlements ne visent pas à autre chose : contrôler et borner, au moyen de l'État, le pouvoir des capitalistes.

Le fascisme a remonté ce courant historique, logique en somme, malgré son insuffisance à résoudre le problème de l'émancipation du travail et des tra-

vailleurs. Il s'en est pris d'abord à la démocratie sociale (organisations syndicales, coopératives et politiques des travailleurs), puis à la démocratie radicale bourgeoise et, enfin, au libéralisme conservateur lui-même, pour revenir à l'État absolu, ne tolérant ni critique, ni contrôle, ni limite à son pouvoir.

Pour ce faire, quelle doctrine le fascisme a-t-il dû invoquer ? Celle d'un pouvoir fort, qui, pour être tel, ne saurait tolérer d'être critiqué, contrôlé et limité par les citoyens n'ayant ainsi d'autres droits que ceux que l'État veut bien leur reconnaître dans son intérêt, quitte à les supprimer dès qu'il juge bon de le faire. Une telle doctrine ne peut que nier les droits de l'homme pour faire retour au droit divin. C'est ce que l'organe de la papauté, L'Osservatore Romano, ne manqua pas de faire ressortir en soulignant que la doctrine fasciste s'accorde avec la catholique dans « la condamnation d'un système qui, en repoussant les principes absolus et transcendants, donne des bases tellement instables à l'ordre social, qu'il est permis d'établir que même le conservatisme libéral est logiquement lié aux extrêmes conséquences révolutionnaires ».

Une fois admis que l'autorité peut être discutée, il est loisible d'en arriver. à sa négation ; aussi doit-elle s'imposer au nom de la divinité même, indiscutable. La tyrannie ne peut donc que se réclamer forcément d'un caractère divin. C'est ce qui explique le cléricalisme fasciste.

L'État absolu ne saurait ensuite tolérer aucune autonomie locale. La commune s'administrant avec quelque indépendance et nommant son Conseil et son maire fut supprimée et il n'en resta plus qu'une division administrative, avec un podestat, sorte de dictateur local, nommé par le pouvoir central et entièrement à sa dévotion. La suppression des Conseils communaux entraîna celle des Conseils provinciaux (Conseils généraux en France), le préfet devenant à son tour dictateur provincial. À remarquer toutefois qu'à côté de l'autorité officielle, il y a aussi celle des Fasci locaux, auxquels podestats et préfets, sans compter l'organisation judiciaire elle-même, ne peuvent le plus souvent résister.[...]

Car le fascisme se proclame lui-même un État corporatif et d'aucuns ont eu la

naïveté d'y voir une expérience intéressante. De quoi s'agit-il en réalité ? Un pouvoir, pour être vraiment absolu, doit aussi dominer toute la vie économique. De là cette idée de soumettre au contrôle de l'État toute activité économique et d'empêcher ceux qui ne font pas ouvertement acte d'adhésion au régime d'en exercer aucune. À cet effet, rien ne peut mieux servir que des corporations créées par l'État, après avoir interdit toute association libre ou lui avoir ôté les fonctions qui en font sa raison d'être. [...]

« C'est par ignorance de l'histoire que des publicistes ont attribué à l'ancienne corporation le mérite d'avoir été la protectrice de l'ouvrier : faite par les maîtres, elle protégeait les maîtres, et, d'accord avec la police royale, elle tenait en général l'ouvrier dans une dépendance étroite. La corporation était une sorte de coalition tacite et permanente contre la hausse des salaires, quoiqu'elle n'eût pas la puissance d'empêcher complètement le jeu de l'offre et de la demande. »

Mussolini ne fait donc qu'essayer par ses corporations d'État, après destruction des associations libres, ce que d'autres tyrannies poursuivant le même but d'absolutisme avaient déjà fait. Ici encore rien de nouveau, n'en déplaît à certains négats du syndicalisme italien qui prétendent le contraire.

En résumé, la doctrine fasciste est cléricale, centraliste et étatiste. Inutile de faire ressortir qu'en matière de politique étrangère, elle ne peut être qu'impérialiste, d'autant plus que le fascisme n'est qu'un nom d'occasion du nationalisme.

Une dernière remarque. Pour combattre notre antiétatisme, les socialistes ont souvent prétendu que nous n'étions que des alliés du libéralisme bourgeois visant aussi à la diminution du pouvoir de l'État. Laissons de côté tout ce qu'il y a d'inexact et même d'entièrement faux dans cette affirmation, et constatons que la pire forme de réaction, le fascisme, se prononce pour l'omnipotence de l'État. « Tout par et pour l'État, rien en dehors de l'État. » C'est pourquoi l'antifascisme ne saurait en somme signifier avant tout et surtout qu'antiétatisme.

L. BERTONI

Sur les prisons

Le mouvement des Gilets Jaunes a su aborder la question de sa répression. Celle ci s'est concentrée essentiellement sur les violences policières qui ont émaillé dès le début les cortèges de Paris et de province. Le déferrement des milliers d'interpellés devant les tribunaux a souligné le fonctionnement quotidien de la justice de classe dans ses aspects expéditifs et politiques (comparutions immédiates, origines sociales fortement marquées des condamnés). Pourtant, la question carcérale reste encore trop absente de la réflexion globale. Or la prison n'est pas en dehors de la société, elle est son miroir grossissant. En observant ses prisons on peut savoir à quel régime politique on a affaire. On aura beau les cacher derrière des hauts murs, toujours plus loin en périphérie, en prétextant un mal nécessaire, elles sont bien là ! Et il faudra bien les mettre à l'ordre du jour si l'on prétend vouloir changer ce monde !

La situation actuelle n'est pas une dérive mais bien une continuité. Dans la lignée de ses prédécesseurs toutes couleurs confondues, Macron poursuit l'adaptation de l'appareil répressif à l'évolution du capitalisme. La réforme du code du travail, de l'assurance chômage entraînera inévitablement le développement de la délinquance et de la révolte, que le gouvernement gère de l'école à l'entreprise en passant par la cité, en renforçant le contrôle, l'isolement et la répression. Le capitalisme élimine impitoyablement tout ceux et toutes celles qui sont éjectées du monde du travail ou qui ne s'y conforment pas . Chaque année la France pulvérise son record d'incarcérations. Le nombre de prisonniers suit la courbe du chômage et de la précarité pour atteindre 71000 dans les murs et 175000 sous contrôle à l'extérieur. Bien loin de la mise en avant par les médias de faits divers spectaculaires, les prisons sont avant tout peuplées de petits voleurs, dealers, récalcitrants, issus des classes populaires alternant petits boulots et périodes de chômage, survivant au quotidien de débrouilles. La moitié des peines assénées par les juges n'excèdent pas un an. De plus en plus d'actes, de mots et d'intentions deviennent des délits passibles d'enfermement. Ce qui relevait encore récemment d'une simple contravention vaut aujourd'hui des peines de prison fermes (provocation à la rébellion, outrage, conduite en état d'ivresse, se masquer le visage lors des manifs. ..). Le moindre délit est ainsi sévèrement réprimé surtout si l'auteur est jeune, pauvre et d'origine étrangère. Pour donner une idée de la situation ; dans les années 1970, la peine maximum effectuée se chiffrait autour de dix-huit ans, aujourd'hui elle dépasse les trente ans, pour aller vers la

perpétuité réelle. La peine de mort a certes été abolie mais elle a été remplacée par la peine jusqu'à la mort. S'il y a de plus en plus de prisonniers, c'est parce que ceux-ci vont et restent de plus en plus longtemps en prison ! S'il y a « surpopulation carcérale », c'est parce qu'il y a surenfermement pour des périodes de plus en plus longues. Réforme après réforme les conditions de détention n'ont fait que se dégrader, les remises de peines fondent, les activités à l'intérieur se raréfient, l'isolement progresse, les peines s'allongent, le travail est rare et surexploité, de nouveaux délits voient le jour, les soins sont indigents, les recours inopérants, les violences de l'institution couvertes... Dans certaines prisons les deux promenades légales quotidiennes ne sont même plus assurées, les matelas à terre accueillent les nouveaux arrivants. Il y a un ordre à faire respecter, le meilleur des monde à protéger et les réponses sont avant tout répressives. Il n'existerait plus de causes sociales et politiques à la délinquance ou aux mouvements sociaux et les inadaptés n'ont qu'à bien se tenir et arrêter de s'attrouper.

Malgré l'indifférence et l'extrême répression les prisonniers continuent pourtant de se révolter ; le 31 mars une centaine de détenus de la prison de Fresnes (Val-de-Marne) ont refusé de réintégrer leurs cellules. Les ERIS (la BAC carcérale) sont intervenues, face à des "refus d'obtempérer", ils ont fait usage de la "force". « Des meneurs ont été identifiés et ont été transférés » dans d'autres prisons. Leurs revendications, selon l'institution concernaient les conditions d'hygiène mais aussi les fouilles systématiques instaurées à l'issue des parloirs.

Quelles sont les véritables raisons de la révolte? Quels moyens ont utilisés les ERIS?,Y a t il des blessés ? Les « meneurs » ont ils été poursuivis ? Où est la parole des prisonniers ? Comme d'habitude le point de vue des premiers concernés est absent du débat.

L'individualisation, l'atomisation, l'isolement sont des armes terribles pour briser, anéantir, étouffer toute volonté individuelle ou collective de résistance. Les pouvoirs autoritaires en usent pour garantir leur pérennité et leurs profits en détruisant l'idée même de changement possible. En prison comme à l'extérieur tout est fait pour séparer les gens les uns des autres, rendre toutes formes d'associations indépendantes impossibles. Les QHS devaient être abolis en 81 suite aux luttes menées par des prisonniers et à une mobilisation forte à l'extérieur. Mais les promesses électorales n'engagent que ceux qui les croient. L'isolement carcéral, véritable torture

blanche, s'est généralisé depuis les années 80 en s'adaptant à la dangerosité supposée des personnes détenues. La prison de Condé-sur-Sarthe, inaugurée par Mme Taubira en 2013 est la version ultramoderne des anciens quartiers de haute sécurité pour longues peines. Dès son ouverture, des prisonniers ont dénoncé l'impossibilité de vivre dans ces conditions et ont tenté les gestes les plus désespérés pour pouvoir être transférés loin de cet enfer. Le 5 mars, un détenu qui purgeait une peine de trente ans et qui s'était radicalisé en prison a agressé deux surveillants. Retranché avec sa compagne pendant près de dix heures dans l'unité de vie familiale il a été neutralisé par Le Raid et lors de l'assaut sa compagne a été assassiné. Vous n'en saurez pas plus, ni sur les raisons de l'acte du détenu, ni sur les suites données à la mort de cette femme, ni sur cette prison de haute sécurité.La lutte contre la terrorisme justifiant toutes les exactions,

Pour l'État, un problème demeure cependant : comment gérer la multiplication et l'allongement des peines à moindre coût? En effet, rien ne sert de condamner si la condamnation n'est pas effectuée. Les 7000 places de prison prévues par le gouvernement n'y suffiront pas ; d'où la nécessité de développer de nouvelles formes d'enfermement aussi efficaces que les murs : la prison dehors. Dignes héritières de Badinter, qui avait remplacé en son temps la peine de mort par les peines jusqu'à la mort, Datti, Taubira, et Belloubet poursuivent le même dessein, encadrant, dotant et développant la « contrainte pénale ». Contrairement à ce que l'on nous raconte ce ne sont pas des alternatives à l'incarcération mais de véritables peines supplémentaires qui viennent, à moindre frais, élargir la palette répressive. Le résultat est l'explosion du nombre de personnes placées sous le contrôle de l'État sans pour autant faire baisser le nombre de détenues. L'enfermement hors les murs, avec ou sans bracelet électronique, pourrait bien si l'on n'y prend garde faire de notre société tout entière une prison. Plus que jamais la critique de la prison s'avère le corollaire indispensable de la critique de la société qui la produit. Souhaitons que le mouvement des Gilets Jaunes la remette si ce n'est au centre tout du moins à l'agenda des débats.

Tous et toutes ensemble. Ouais, ouais ! Avec les prisonniers en lutte aussi, pour un monde sans frontières ni prisons. C'est pas gagné mais ça vaut le coup d'essayer.

Nadia MÉNINGER

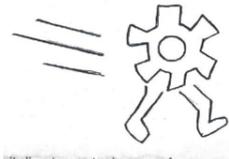
NEO BOSS, CYBER BOSS

Par un groupe parisien de Gilets jaunes

Le brûlant point de ces jours, c'est la très dangereuse conjonction entre le néo libéralisme au pouvoir qui impose inexorablement ses lois antisociales et le cyber système de gestion et de contrôle automatisé des hommes, qui devient désormais largement opérationnel.

Ce système combinant capitalisme effréné et la mise en place progressive d'un contrôle absolu des individus, impose peu à peu à tous la connexion au système centralisé d'internet, pour toute question de survie quotidienne, en rapport avec les administrations (préfecture, poste, URS-SAF, Msa, SS, Pôle emploi, Taf, impôts etc.), les employeurs ou les sites marchands, façonnant la soumission à cet ordre là. Que ce dispositif apporte des réponses logiques aux usagers obligatoires n'est pas tout à fait la question. On va juste vous faire connaître qui commande votre vie. En exemple Parcour\$up dont la page version 2018* s'ouvrait sur l'image ci-dessous et sur la question :

Comment ça marche?



On était directement mis au parfum.

Le \$ de Parcour\$up était barré verticalement d'un seul trait. Mais l'œil en rétablissait par réflexe sur le champ un second, de sorte que le symbole « Dollar » clignotait en avertissement, affichant sans complexe la logique de ce système : rentabilité, compétition.

Le nom de ce système de tri évoque d'emblée le parcours du combattant (ce qu'il a d'ailleurs été pour une bonne partie des troupes). Il résume tout, ce dessin sommaire d'un personnage accablé, petit robot dont la tête est une roue dentée au centre creux. Tête vidée. Quiconque entre (par contrainte, pas d'alternative) dans ce parcours obligatoire, devient rouage du système, un « ça » prisonnier tournant dans la mécanique générale.

Ces fonctionnements abstraits, ces mécanismes, processus, procédures, imposent à chacun, de gré ou de force, de s'affronter isolé au traitement qui lui est appliqué. Ils organisent la compétition permanente et soumettent leurs « clients » au tri mécanique de ce qui est nommé « compétences » en éjectant ceux qui ne sont pas conformes, condamnés au rebut. En prononçant aussi d'aberrants verdicts, laissant assommés sur le carreau ceux qui

avaient cru « accéder »

Parcour\$up, qui n'est qu'un exemple du développement en cours de la plus puissante oppression, commande d'abord la perte de sens, et laisse chacun nu devant les menaces de ce système et ses cyberdécisions.

Par un tel système s'installe la gestion hors sol des humains. Dans la fracture avec la réalité prospère Ubu Roi, distribuant ses ordres et ses contre-ordres aberrants, désarticulant chacun de la compréhension du présent, interdisant toute possibilité d'action et d'ouverture vers la création d'un sens collectif, interdisant d'abord d'être ensemble.

D'où la sourde inquiétude qui gagne tant d'entre nous, avec le sentiment écrasant de la privation et de la dépossession. D'où les interrogations désespérées sur le sens de ce qui est vécu, individuellement, collectivement.

Ces questions là, ce sont celles qui ont affleuré sur les lointains ronds-points, et aussi dans les villes. Car la colère sociale qui permet de se parler de nouveau, de parler enfin de la réalité, en s'arrachant des illusions permanentes délivrées en perfusion par les politiciens et leurs médias. Par exemple d'interroger ces politiciens qui ont décidé de la « Taxe carbone », passant sur le tout un chacun qui va bosser, tandis que le ronflant kérosène, Google et tous AFAM (Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) tous grands dévoreurs d'oxygène sont exemptés.

Mais la violence de cette prétendue démocratie apparaît dès que l'on fait collectivement un pas de côté. On voit que s'élever contre les ordres et l'ordre légal que l'on nous impose brise les apparences. Les armes quasi de guerre (interdites ailleurs en Europe) utilisées par la police contre les manifestants, la nature et la gravité des blessures infligées, les mutilations (mains arrachées, yeux perdus, mâchoires fracassées...) montrent que les troupes de répression ont l'ordre de viser le haut du corps, pour faire peur et faire très mal. Le Monde diplomatique de janvier 2019 cite un haut responsable de la police : « C'est nous, l'institution qui fixons le niveau de violence de départ. Plus la nôtre est haute, plus celle des manifestants l'est aussi ». À ceux qui gouvernent, il ne suffit pas que tant de nous autres soient déjà bien cassés par le système marchand. Les médias retiennent d'abord l'offense à la marchandise (la casse!) et le ciment écorché de la statue de Rude, sans poser la question fondamentale de la bruta-

lité de la répression.

Cette violence de l'ordre devient éclatante lorsque, comme maintenant, l'on s'écarte du cours imposé de l'existence. Le vote récent des lois les plus répressives contre les manifestants montre que l'État veut faire peur, en condamnant tout contrevenant à de lourdes peines, pour que plus rien ne bouge.

Ce qui se joue en ce moment pour nous, c'est que la mise en place de ce nouveau monde s'accélère, permettant peu à peu l'installation « durable », pour ne pas dire définitive, d'un cyber pouvoir : il n'est pas loin le temps où vous recevrez par exemple sur votre portable la notification d'une amende salée pour participation à manifestation non autorisée, avant même la fin de celle-ci. En attendant, les sémillants petits costards, avec leur de Verreco ou de Duralex, agents pleins d'assurance vous réassurant les yeux dans les yeux, la main sur le cœur, les crocs plantés dans votre cou, organisent par internet leur questionnement à thèmes. Mais ces faux débats sont bien pris pour ce qu'ils sont : de l'enfumage pour qu'on se fasse encore payer de mots, et pour éteindre le feu de la révolte.

« Néo libéralisme et dialogue » c'est comme « Nazisme et dialogue », ça ne marche pas. Dans l'air étouffant de cette fabrique de l'absurde, les problèmes qui nous concernent vraiment, et en premier lieu celui de la suite de la vie sur Terre, ne sont jamais posés. Les débats sont pré-construits pour que la seule réponse soit celle qui est déjà prête, pré-cuisinée, prête à embouquer. En exemple le danger reconnu des pesticides a entraîné le vote successif de lois les interdisant dans des délais de trois ans. Ces moratoires renouvelés laissent juste le temps aux fabricants de cette mortelle chimie d'épuiser leurs stocks et d'inventer un produit au nom nouveau, tout aussi dangereux. Il aura seulement changé d'identité en arrivant sur le marché, échappant ainsi à la loi précédente. Pendant ce temps abeilles, insectes, oiseaux disparaissent et les humains meurent aussi.

On se rend compte alors que ces discours qui annoncent tout et leur contraire, tout le temps, relèvent de techniques de bordélisation, bien rôdées par les politiciens et leurs relais divers : il ne s'agit pas de résoudre quoi que ce soit de fondamental mais de bloquer toute action qui s'oppose à la productivité forcenée et à ses réjouissantes conséquences. Si les problèmes ne sont jamais réellement posés, si les solutions sont toujours inadaptées c'est que la finalité de la « restructuration » partout en cours ne paraît pas au jour : à savoir la réalisation généralisée du cyber contrôle, après désorganisation de toutes les formes anciennes et leur destruction programmée. Ainsi est en cours

d'effacement toute différence entre les modes de gouvernement, unifiant le monde sous le contrôle de pouvoirs sans réplique qui prendront localement le costume de la « démocratie » libérale ou d'autres visages.

Comme celui de la Chine, qui affiche aujourd'hui les charmes de la dictature la plus performante avec ses millions de caméras, les permis civiques accordés si l'on montre suffisamment de soumission, les permis de circuler retirés à quiconque s'écarte des normes algorithmees de la police.

Ainsi est mis en place le contrôle au maillage le plus serré qui fut jamais imposé aux vivants : individualiser la menace, casser les liens vivants entre les êtres, bloquer l'action, l'étouffer sous cette chape de plomb qui nous maintient à la fois dans l'exaspération et l'impuissance. Laisant chacun nu et seul devant l'autorité et ses absurdes dikats, les pronocés définitifs de la machine.

En silence s'installe le grand camp de concentration virtuel que devient la Terre, avec ses sinistres injonctions : « Marchandise über alles » et « Arbeit macht frei », sous les grands vents interstellaires du climat en folie. Pétrole noir aux cours cosmiques, tandis que la banquise blanche s'effondre en boucle sur les écrans. Un réflexe de survie instinctif nous gagne comme une marée montante, dans l'inquiétude et la confusion. De ce monde là qui nous est imposé par force, ruse, tromperie, nous autres n'avons pas voulu. Révoquer l'espace artificiel de leur « économie » où le temps n'existe pas. Où seul règne le désordre destructeur et mortel du contrôle, à l'inverse de la vie, à l'inverse de l'ordre du vivant créateur qui pousse ses branches, ses feuilles, ses arborescences sous le vent.

Toutes les embrouilles, toutes les faussetés deviennent visibles et insupportables à qui garde le moindre bon sens. Elles font monter la résistance à toute forme de manipulation. Dans l'espace des artifices le fil du temps rompu égare la conscience. Les liens se renouent dans la révolte en cours, avec le désespoir et le courage qu'il faut pour s'élever contre l'ordre des choses, contre un ordre inhumain.

Nous autres, mars 2019.

* En 2019, la page d'accueil de 2018 a été remplacée par une version moins ouvertement cynique.

Gilets jaunes

Bilan de l'œuvre citoyenne de la loi et l'ordre.

382 recensés parmi plus de 2400 blessés dont :
1 décès, 5 mains arrachées
211 blessés à la tête dont 24 éborgnés
19 blessés par des grenades GLI-F4
199 blessés par des tirs de LBD40